

Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

SAM. 5, DIM. 6, LUN. 7 avril 1980 - No 67 (Nouvelle série)

Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10

2F

Nettoyeurs du Métro

Face aux tentatives
de division de la RATP

L'UNITE RENFORCEE PAR LA LUTTE



Lire page 5

CRS à Blois

Les CRS sont intervenus jeudi à Blois, alors que les travailleurs du centre EDF « retenaient » le directeur, son adjoint et quatre membres de la direction. Les électriciens de Blois sont en grève depuis mercredi.

Pas de 1er Mai syndical unitaire à Paris

Lire page 3

Contre l'expulsion
des étudiants étrangers

Nouvelle manifestation imposante à Grenoble

Pour la deuxième fois dans la semaine, ils étaient encore plusieurs milliers à manifester jeudi à Grenoble contre les menaces d'expulsion qui pèsent sur les étudiants étrangers. La volonté de lutte ne s'est donc pas démentie, après la première victoire remportée mardi. Car la lutte de Grenoble ne se veut pas strictement locale : elle rejoint celles menées sur les mêmes mots d'ordre à Nantes, Angers, Rouen, Strasbourg, Nancy, Paris, etc.

Jaeger-Levallois : occupation reconduite

Lire page 5

La révolte des chômeurs de Bristol

De très violents affrontements ont opposé, dans la nuit de mercredi à jeudi, les jeunes chômeurs de Bristol à la police anglaise. Les premiers incidents ont éclaté après que des policiers eurent effectué une « descente » dans un bar fréquenté par des Jamaïcains. Très rapidement, les jeunes chômeurs, jamaïcains mais aussi anglais, sont descendus dans la rue pour faire face aux policiers. Face à la colère des manifestants, ceux-ci ont dû, dans un premier temps, battre en retraite, avant de revenir plus tard avec force matériel anti-émeute. Cette explosion de colère, outre qu'elle est exploitée par les plus réactionnaires pour demander un renforcement des moyens de police - suivant l'exemple français, a-t-il été dit - met surtout en lumière la situation dramatique qui est celle de milliers de jeunes sans travail dans les banlieues industrielles anglaises.

Tchad : le trouble jeu de l'impérialisme français



Les combats continuent au Tchad, faisant toujours plus de victimes, y compris parmi la population. Querelle de clans, affecte de penser la presse aux ordres du gouvernement. En fait, la responsabilité de l'impérialisme français est bel et bien engagée. Dans le même temps, où les 1 100 soldats français stationnés au Tchad attendront encore avant d'intervenir, une « conférence franco-africaine » s'est ouverte à Paris. François-Poncet, ministre des Affaires étrangères, y parle très haut de paix et de stabilité. Plus discrètement, il est question de contrats économiques et d'échanges, dont l'impérialisme français essaye de faire en sorte qu'ils soient à son seul profit.

Lire page 6

15 jours de grève pour les nettoyeurs du métro Nom : Mohamed Profession : balayeur de nuit

15 jours de grève pour les nettoyeurs du métro parisien. Pour les salaires et l'emploi ; mais leurs conditions de travail sont tout aussi déplorables. Mohamed travailleur tunisien nous en parle ci-dessous.

Mohamed, de nationalité tunisienne, est en France depuis 1970 et nettoyeur la nuit dans les souterrains du métro parisien depuis 1972. Il est employé par une des douze entreprises qui se parta-

Mohamed, lui, travaille la nuit : «Je prends mon service à Denfert-Rochereau à 21 heures. Nous sommes cinq dans l'équipe : deux Maliens et trois Tunisiens. Notre travail consiste au nettoyage — total, contrairement à la journée — des trois stations Luxembourg, Port-Royal et Denfert-Rochereau, cette dernière station comprenant les quais et couloirs de nombreuses correspondances : Porte d'Orléans-Porte de Chagnancourt, Nation-Etoile, ligne B1 du RER. Notre travail consiste à balayer et nettoyer les quais et couloirs (papiers, chewing-gum, tickets), les rigoles longeant le bas des murs des couloirs et des quais (derrière les bancs) dans lesquelles s'écoulent les eaux de la station.

Dans les rigoles, tu trouves aussi des papiers divers que tu dois ramasser à la main sans gant, si les serpillères ou le matériel adéquat manquent. Et ça arrive ! Ça tu le fais de 9 h à 1 h du matin. De 1 h à 5 h, après le départ du dernier train, c'est le lavage des murs en faïence» explique Mohamed.

«Jusqu'à la hauteur des plaques indiquant le nom des stations, le toit des stations étant à la charge d'une autre entreprise.

A propos des faïences, il faut dire un mot : avec la modernisation, il y a de plus en plus d'installations de sièges surélevés

sur des banquettes carrelées en faïence ou en inox, ce qui est plus difficile et donc plus long à nettoyer, et cela sans que pour autant nos effectifs aient augmenté ces dernières années, au contraire. Il y a d'autres travaux que nous faisons plus périodiquement : le nettoyage des escaliers où on utilise de l'acide pur, tout un tas de copains ont de l'exéma, de l'urticaire».

Parmi les autres importants travaux effectués par Mohamed et ses camarades, il y a celui du «puisard», important réservoir et où se déversent toutes les eaux usées, le contenu des toilettes, les résidus de toute sorte de chaque station.

LE «PUISARD»

Les nettoyeurs, chaque nuit, doivent vider le «puisard», ouvrant d'abord la plaque ronde d'égoût — facilement visible sur les quais —, ils doivent descendre dans l'eau stagnante avec d'abord de simples bottes qui sont loin d'arriver — contrairement aux déjections du puisard — à la taille !

«Une fois que tu es rentré dans le puisard, explique Mohamed, «Tu ne peux rester plus de 10 minutes. Beaucoup de copains sont d'ailleurs intoxiqués et doivent être hospitalisés à cause

gent le nettoyage du métro : «Prestation service» qui a la charge de l'ensemble des stations situées sur la ligne B du RER (ligne de Sceaux) partant de la station Châtelet jusqu'à Saint-Rémy-lès-Chevreuse, avec un tronçon supplémentaire à partir de Bourg-la-Reine (le long du parcours) jusqu'à Robinson. La journée, ils sont 24 ouvriers pour nettoyer (couloirs, quais, enseignes) les 29 stations du parcours moins la station Châtelet.

des odeurs et des acides que tu respire à pleins poumons. Sans compter les microbes : si tu as la moindre petite coupure, ça peut être le tétanos ; sans compter aussi que tu es assailli par les piqûres de moustiques et autres insectes attirés et colportant les germes infectieux contenus dans la pourriture stagnante. Des masques ? On n'en a pas !»

Au risque d'infection, s'ajoute le caractère physiquement très dur du travail du puisard, travail en effet fort long. «Il faut qu'on enlève l'eau et les déjections avec de simples seaux. Une fois pleins, il faut qu'on aille du quai jusqu'à la rue les vider dans les «citernes» de la ville de Paris prévues à cet effet. Imagine le nombre d'épuisants voyages que l'on doit faire ainsi ! Alors qu'il serait facile d'avoir une pompe, mais évidemment économie avant tout !»

Avec le risque d'infection, la possibilité de se doucher devrait être sans entrave après ce travail, mais ce n'est pas le cas.

«Tes douches RATP sont en permanence fermées et c'est le «surveillant général» qui a la clef. Il s'agit du chef du groupe de gardiennage qui effectue à Denfert-Rochereau (ailleurs aussi) des rondes de nuit, dans le métro, pour la RATP. Il ne te donne les clefs des douches que s'il veut bien».

L'hygiène et la sécurité déplorables sont aussi les caractéristiques du nettoyage des voies ferrées où circulent les rames du métro, autre important et long travail des nettoyeurs de nuit. On sait que jusqu'à la grève de 1977, les nettoyeurs s'étaient contraints de nettoyer les voies (mégots, papiers) sans que le courant — 750 volts — soit coupé, chose qui était autorisée par les marchés de sous-traitance. Résultat, avant 1977, un ouvrier était électrocuté.

DES MILLIERS DE MEGOTS

Les nettoyeurs ont imposé avec succès que ce ne soit plus globalement le cas, c'est un acquis important. «Il reste, affirme Mohamed, que si le «coupeur» chargé d'isoler la rame n'est pas là, tu ne peux l'attendre, sinon tout ton travail ne sera pas fait. Et si le surveillant RATP voit, le matin, des mégots qui restent, ce sont les sanctions qui tombent».

Il faut donc — courant ou pas — foncer et ce d'autant plus que parfois, il faut ramasser tous les mégots qui se trouvent sur les voies à la main ! On a bien lu.

«Comment ça se fait ? Si tu veux, en gros, pour nettoyer les voies, on est deux : tu as un gars qui est sur le quai et qui

avance avec un énorme aspirateur dirigé en contre bas sur les rails, pendant qu'un deuxième gars qui est sur les rails lui, dirige le tuyau de l'aspirateur précisément sur les saletés, dans les coins, etc. Le problème c'est lorsque l'aspirateur est en panne. Ce n'est plus seulement les gros débris (paquets de cigarettes, journaux) que tu dois ramasser un par un mais également tous les mégots. Et en général, ça dure 15 jours dans ce cas, car en moyenne, il faut huit jours pour emmener réparer l'aspirateur et huit autres pour la réparation».

Il n'est pas rare, que les patrons des entreprises de nettoyage dans de tels cas, avec la complicité de la RATP, laissent en évidence, sur les quais, les aspirateurs cassés au cas où un inspecteur du travail un peu trop zélé arriverait à l'improviste...

Beaucoup de travail donc comme on le voit pour les nettoyeurs, et ce d'autant plus qu'alors qu'ils sont déjà fort peu nombreux — 5 la nuit à Denfert-Rochereau —, les absents ne sont jamais remplacés ! On a d'ailleurs à ce propos, selon les grévistes, un exemple criant de la collusion entreprises de nettoyage-RATP : normalement, selon les grévistes, lorsqu'un contrat entre l'entreprise doit fournir en permanence 6 ouvriers — en remplaçant les absents donc — puisque la RATP paie pour 6. Mais, cette dernière, paraît-il, ferme les yeux en cas de non remplacement, demandant simplement à l'entreprise — c'est évidemment ce qui l'intéresse — que le travail total soit fait. Résultat : le travail des absents doit être fait par les présents. Parallèlement, le salaire des absents est tout de même versé au patron... qui l'empoche. Des surveillants des travaux de la RATP, en échange de leur discrétion, se voient selon les ouvriers verser quelques petites ristournes par les entreprises de la main à la main s'entend...

LE SYTEME «6-2-6»

Tout le travail décrit plus haut est fait, nous expliquera Mohamed, par les nettoyeurs selon le système «6-2-6» : 6 jours — ou 6 nuits — de travail, deux jours de repos. Avec un tel système, trois dimanche sur quatre sont en général travaillés.

Une remarque concernant le salaire : il est selon des nettoyeurs le même quelque soit la longueur du mois. Il est aussi, on le sait, à un taux de base horaire inférieur au SMIC.

Avec un tel salaire, les nettoyeurs ne bénéficient pourtant pas, comme les agents de la RATP — c'est un comble ! — de carte de circulation gratuite dans le métro, mais seulement d'un ticket leur donnant accès aux quais des stations durant leur temps de travail, ainsi que la possibilité de voyager gratuitement sur le seul trajet menant au travail.

Il n'est pas rare à ce propos que des nettoyeurs ne comprenant pas bien le français se fassent, paraît-il, arrêter par des inspecteurs en situation de fraude. Résultat : la RATP fait un rapport sur le «fraudeur» envoyé à son entreprise à laquelle elle demande qu'il ne fasse plus partie du service de nettoyage. Le nettoyeur peut donc en fin de compte être licencié par son entreprise sur simple demande du client qu'est la RATP.

77-80 : trois ans de lutte ininterrompue



L'ARTICLE L122-12

Cet article que la RATP violait, permet aux travailleurs du métro, même en cas de non renouvellement du contrat entre leur entreprise et la RATP, de rester en place à nettoyer le métro, obligation étant faite à l'entreprise qui remplace la leur de prendre en charge tous, donc de leur assurer travail et salaire.

C'est cette prise en charge que les nettoyeurs anciens ont imposé aux nouvelles entreprises (8) début janvier 1978 et ce en se présentant devant les nouveaux patrons s'occupant de leur secteur de nettoyage de MANIERE COLLECTIVE ; le but : imposer que tous les nettoyeurs soient repris et non pas une partie que tous donc voient la CONTINUATION de leur contrat de travail.

Le second objectif de ces actions collectives était d'empêcher

cette époque, va faire appel non plus à six, mais à douze entreprises. L'objectif est évidemment de diviser les travailleurs et de les rendre plus vulnérables (peu nombreux dans chaque entreprise). Mais en plus, les anciennes entreprises avec qui sont renouvelées les contrats, vont se voir attribuer des secteurs de travail différents des précédents. Il s'agit — second objectif — de disséminer les travailleurs organisés dans la CFDT, — dont les militants — de les disperser pour que l'on ne sache plus où ils se trouvent. La mobilisation des travailleurs a permis d'empêcher toutes ces tentatives. Une mobilisation qui a entre autre consisté — au moment du renouvellement des contrats — à faire appliquer réellement l'article L122-12 du code du travail, article important s'il en est pour les possibilités d'organisation.

Après leur grève de juin 1977, les nettoyeurs du métro avaient arraché un certain nombre d'acquis non négligeables dont entre autre :

- diverses majorations de salaires (120 F) ;
- la réfection et la mise en place de locaux propres, pouvant servir de vestiaires et de réfectoires ;
- la poursuite de l'étude permettant de couper le courant sur les voies lorsque les nettoyeurs y travaillent.

Mais après la reprise du travail le 1er juillet 1977, la lutte des nettoyeurs de 1977 à aujourd'hui n'a pas cessé pour autant. Ils ont dû quotidiennement se battre sous des formes diverses contre la répression patronale, pour faire appliquer réellement les différentes clauses de l'accord de fin de grève concernant notamment directement la RATP, qui a dû ainsi, contrainte, mettre à la disposition des nettoyeurs, des locaux-vestiaires décents, en nombre suffisant ainsi que des vêtements de travail plus nombreux. Le nettoyage des voies avec le courant coupé n'a pu être imposé que par des refus successifs de descendre sur les rails dans le cas contraire, donc par une forme de grève particulière.

Les autres acquis fondamentaux — obtenus grâce à la mobilisation de nettoyeurs — concernent leur organisation, leur droits syndicaux, leur emploi aussi contre les remises en cause de la part de la RATP dont nous avons un bon exemple. Début 1978, c'est la date à laquelle la RAPT renouvelait pour trois ans (janvier 1978 - janvier 1981) les contrats de sous-traitance avec les entreprises de nettoyage. Comme par hasard la RATP à

1er Mai syndical à Paris : Probablement pas de manifestation unitaire

Il n'y aura probablement pas de «défilé unitaire» CGT-CFDT le 1er mai à Paris. C'est du moins ce qui est ressorti des dernières négociations entre les deux unions régionales, qui se reverront cependant, peut-être, le 14 avril.

Cette volonté de manifestation unitaire, la CGT la proclame pourtant bien haut. Un communiqué de la commission exécutive, publié mardi, n'appelait-il pas toutes les organisations CGT «à créer les conditions de l'unité d'action la plus lar-

ge ?» Il est vrai que ce communiqué contenait aussi un certain nombre d'attaques à peine voilées contre la CFDT, et c'est pour cela que 4 membres de la CE l'ont rejeté.

L'Union régionale CGT a mis en pratique ces orientations. Rencontrant la CFDT mercredi, elle a proposé un appel commun ou était écrit notamment : «Pouvoir et patronat redoublent d'efforts pour obtenir le consensus de certaines organisations syndicales à leur politique».

Et le texte poursuivait : «Pour tenter de briser la résistance des travailleurs, de les diviser, ce sont les atteintes aux libertés, c'est la virulente campagne anti-communiste». On devine la réaction de la CFDT, elle qui est souvent rangée par le PCF dans le camp des partisans du consensus et de la «campagne anti-communiste». Impossible d'organiser une manifestation unitaire sur la base d'un tel appel, a dit l'UR-CFDT de la région parisienne. Pour elle, la balle est dans le camp de la CGT,

qui n'exclue cependant pas une solution de compromis.

Que se passera-t-il donc le 1er mai à Paris, du point de vue syndical ? Seule ou pas, il apparaît que la CGT manifestera sur ses propres thèmes. Quant à la CFDT, elle élabore un projet de 1er mai «qui soit un 1er mai de joie, de fête, de lutte, et d'expression culturelle». Il pourrait s'agir, au dire des responsables, «d'une kermesse plus que d'un défilé», ou les thèmes du 1er mai seraient évoqués à travers chants, danses, musiques et poésie.

Aux lecteurs du Quotidien du Peuple

En juillet 1979, le PCRml et le PCML s'étaient engagés, dans leur protocole d'accord, à mettre en commun leurs efforts pour éditer une presse communiste quotidienne, en réalisant la fusion de leurs journaux quotidiens respectifs, le *Quotidien du Peuple* et *l'Humanité rouge*, dès janvier 1980.

Comme convenu, les deux quotidiens ont fusionné, au début de cette année, pour donner naissance à notre journal.

La publication d'un quotidien communiste est une bataille de tous les instants. Elle se heurte, en permanence, à l'organisation capitaliste de la presse dans notre pays. Elle ne peut compter exclusivement que sur les ressources des lecteurs et des militants dans ces temps de crise où elle doit faire face à des charges financières sans cesse alourdies.

Dans le combat pour assurer ses ressources, nous avons rencontré des difficultés pour garantir dès le début un rythme d'abonnements suffisant ainsi qu'un volume régulier satisfaisant de souscription. Ainsi, au bout de trois mois, s'est creusé un déficit qui, en l'absence d'un fonds d'avance assez substantiel, a mis la trésorerie du journal dans une situation extrêmement périlleuse. Nous avons été amenés, en conséquence, à opter pour la suspension de la parution du «*Quotidien du Peuple*» à dater du 10 avril.

L'édition en commun d'un même quotidien a constitué un pas en avant et représentait un élément important dans la politique menée par nos deux Partis en vue de leur unification. De ce point de vue, la suspension du quotidien est à coup sûr regrettable, mais elle ne saurait déterminer négativement le cours du processus unitaire dans son ensemble entre nos deux Partis, la fusion de leurs presses quotidiennes n'en étant qu'un élément.

Sans doute, au-delà des contraintes financières décisives, était-ce une entreprise difficile que de réaliser en commun un quotidien avant la fusion des deux Partis, ce qui impliquait d'harmoniser, dans une pratique commune, la place accordée à la presse quotidienne, les méthodes de gestion et de résolution des problèmes de financement.

Mais il ne s'agit en tout état de cause que d'une suspension du *Quotidien du Peuple*. Le PCRml s'engage à faire reparaitre le *Quotidien du Peuple* à partir du 15 septembre. Le PCML, de son côté, se déclare prêt, dès qu'il jugera les conditions financières réunies, à co-éditer le *Quotidien du Peuple*.

Le Comité pour l'Unification du PCRml et du PCML

PARAGUAY

Selon Amnesty International, une vingtaine de paysans ont été tués et plusieurs centaines arrêtés au Paraguay.

300 paysans ont été emmenés à un centre de torture à Asuncion dont une petite fille d'une dizaine d'années. Selon Amnesty, cette répression de masse est la réponse de la dictature aux tentatives des paysans de s'organiser. Elle a été menée par environ 5 000 soldats.

SALVADOR

Au Salvador, la junte au pouvoir a prolongé d'un mois l'état de siège tandis que les USA ont décidé de lui verser 6 millions de dollars d'aide militaire et 50 millions d'aide économique.

Le soutien de l'impérialisme américain au régime honni de ce pays ne se dément donc pas... Par ailleurs, 4 journalistes de la télévision hollandaise ont failli être abattus par la garde nationale, pourtant parfaitement au courant qu'il s'agissait de journalistes étrangers.

BRESIL

Environ 250 000 ouvriers métallurgistes brésiliens de Sao-Paulo sont en grève depuis dimanche pour des augmentations de salaire.

Toutes les grandes usines comme Volkswagen, Ford, Mercedes Benz, General Motors, Philips, Chrysler, etc. risquent d'être paralysées.

Le mouvement de grève pourrait gagner plusieurs autres centaines de milliers de métallos, atteignant ainsi près d'un demi-million de travailleurs.

Selon les milieux d'opposition, le gouvernement qui cherche à étouffer le mouvement, aurait pour objectif de décapiter le mouvement syndical de la région industrielle de Sao-Paulo avant qu'il ne gagne d'autres régions.

Déclaration commune des organisations immigrés, des associations et comités de solidarité

Dans cette période de crise, les travailleurs immigrés subissent tout particulièrement l'offensive du pouvoir et du patronat.

En effet, la multiplication des violences et crimes racistes, les licenciements prioritaires, les expulsions de foyers, les exclusions de milliers d'étrangers scolarisés du système éducatif, le développement des contrôles policiers, des foulements et des expulsions du territoire s'ajoutent à l'exploitation et au racisme que subissent depuis des années ces travailleurs, travailleuses et leurs familles.

Cette offensive se traduit par l'adoption ou la proposition de lois racistes telle que la loi Bonnet et les projets de lois Barre-Boulin-Stoléru et le projet d'Ornano concernant le logement. Elle se manifeste aussi par le développement de pratiques administratives et policières arbitraires, de quotas d'immigrés dans les logements, de la mise en fiche informatique des immigrés (un tel fichier est sans précédent en France sauf pour les juifs, les communistes et les résistants pendant l'occupation).

C'est une politique qui frappe d'abord les immigrés mais qui vise aussi les Français, les acquis de tous les travailleurs, ainsi la loi d'Ornano contre tous ceux qui résident en foyers (immigrés, jeunes travailleurs, femmes, retraités, handicapés, etc...), ainsi le fichage qui menace tous les citoyens.

Ces attaques visent particulièrement en ce moment même ceux qui luttent et qui résistent à cette politique :

o les résidents en lutte des foyers, frappés par des milliers d'expulsions avant l'hiver, à nouveau menacés depuis le 15 mars (des milliers de nouvelles expulsions prévues, des saisies arrêtés sur

salaires, des poursuites judiciaires, etc...);

o les travailleurs sans papiers, en particulier les travailleurs de la confection en lutte pour leur régularisation, alors que le gouvernement refuse de reconnaître leurs justes droits ;

o les étudiants en lutte contre la circulaire Bonnet et le décret Imbert (qui prévoit l'expulsion de 30 000 étudiants par l'instauration de quotas d'étrangers) le gouvernement cherche à faire appliquer sa politique de restructuration de l'université en s'attaquant en priorité aux étudiants immigrés et aux étudiants salariés ;

o le secteur associatif et le secteur de formation qui s'est solidarisé avec la lutte des travailleurs immigrés et pour lequel le gouvernement réduit de 25 % les budgets ou supprime totalement les subventions (cas de la FAS-TI) subventions versées avec l'argent des immigrés eux-mêmes (FAS), enfin le gouvernement utilise le décret-loi de 1939 contre les associations immigrées.

Certains éléments de cette politique ont été rejetés par le Conseil d'Etat ou le Conseil Constitutionnel, le gouvernement a néanmoins annoncé qu'il en poursuivait l'application.

Les organisations, associations, collectifs, comités de lutte réunis à l'initiative de la MTI le 16 mars, soulignent la gravité de cette situation.

C'est pourquoi tout en continuant leur action propre sous leurs formes spécifiques, elles sont décidées à s'unir et à coordonner nationalement, régionalement et localement leurs efforts pour lutter pour l'abrogation des lois existantes, le rejet des projets de lois et contre les effets de cette politique (expulsions, non renouvellement de cartes, pertes de droits des chômeurs... etc.).

Elles appellent tous les anti-racistes à rejoindre les collectifs ou comités qui luttent sur le terrain et à créer des comités unitaires là où il n'en existe pas.

Elles appellent à l'unité la plus large pour mener à bien cette bataille (en particulier auprès des organisations syndicales et démocratiques et des partis politiques pour qu'ils se mobilisent et participent à cette campagne).

Dans cet esprit, elles appellent à :

- les initiatives régionales courant avril, avec coordination le 13 avril à la MTI ;
- une initiative nationale (centrale) le 10 mai ;
- une action nationale de dénonciation précédant la semaine Stoléru.

Pour tout contact :
La Maison des Travailleurs Immigrés
46 rue de Montreuil
75 011 PARIS.

Maison des Travailleurs Immigrés (Paris) ; CEDE-TIM ; CIMADE ; Ctd de coordination Sonacotra ; Ctd de Travailleurs Espagnols ; Ctd de vigilance Saint-Denis ; AEFTI Ile-de-France ; FASTI ; ASTI 5e, 6e, 13e, 15e, 18e, 20e, Issy-les-Moulineaux ; Collectif anti-raciste 18e ; MTM ; Les Portugais de Houilles ; UTMF ; Collectif 15e ; AMTI Puteaux ; Ctd de soutien à Yousef Sassi ; GAFI 20e ; CSP UGET Reims ; SOS-Emploi 19e ; Ctd Français-Immigrés Solidarité Tolbiac ; Collectif anti-racistes Marseille, Aix, Martigues ; Coordination des Travailleurs Immigrés Toulon ; Collectif Lille ; Collectif de lutte entre les lois racistes de Strasbourg ; Collectif Montpellier ; Ctd de défense des étudiants étrangers Nanterre ; Ctd des étudiants d'Angers ; Collectif immigration Nantes ; collectif Nîmes ; collectif anti-raciste 5e, 13e.

L'URSS agresseur, une victime selon Indira Gandhi

Indira Gandhi a déclaré à New Delhi que l'intervention soviétique en Afghanistan devait être considérée en fonction du « rapprochement » entre les USA et la Chine, l'URSS ne pouvant réduire ses effectifs que si elle obtient l'assurance « qu'elle ne sera pas encerclée ».

Cette nouvelle déclaration d'Indira Gandhi visant à justifier l'invasion militaire soviétique en-dehors de ses frontières amorce-t-elle un retour à l'orientation inquiétante de la politique extérieure indienne ?

Procès des patriotes corses

C'est le 29 avril que s'ouvrira devant cour de Sûreté de l'Etat le procès de neuf militants autonomistes corses, accusés d'avoir organisé des attentats à Bastia dans la nuit du 3 au 4 juillet 1979. Ces attentats avaient été revendiqués par le FNLC.

Pas de débat sur le viol

Mercredi, l'Assemblée nationale devait examiner des projets de loi portant sur la répression du viol. La conférence des présidents de groupe, réunie le matin, en a décidé autrement, en repoussant le débat au vendredi 11 avril. Pourquoi ce report ? D'abord ont expliqué doctement les présidents, « parce que l'absentéisme des députés risque d'être important en cette veille de week-end ». Ensuite, selon les mots de Foyer, « parce qu'il y avait une coïncidence inconvenante à traiter un tel sujet entre le jeudi saint et le vendredi saint ». Sans commentaire...

Affaire de Broglie : Malgré les dénégations de Poniatoski, le mystère s'épaissit encore

Une affaire chassant l'autre à un rythme accéléré, c'est aujourd'hui « l'affaire De Broglie » qui tient le devant de l'actualité.

L'intérêt se porte tout particulièrement sur la police et ses chefs, dans la mesure où les révélations du *Canard Enchaîné* - absolument pas démenties - indiquent qu'ils étaient au courant des projets d'assassinat contre le sénateur giscardien. Jean Ducret, directeur de la PJ, adopte un système de défense qui, en matière d'affaires, rappelle quelque chose : « Je m'expliquerai en temps voulu », a-t-il déclaré jeudi. Quant à Poniatoski, ministre de l'Intérieur à l'époque, il jure ses grands dieux qu'il n'était au courant de rien. Ces explications ne semblent pas satisfaire la famille De Broglie, qui a fait savoir, par l'intermédiaire de son avocat, Badinter, que « Si les informations se révélaient exactes, il apparaîtrait que les autorités n'auraient pris aucune mesure de sécurité à l'égard du prince De Broglie ».

Le *Matin*, dans son édition de vendredi, cite par

ailleurs un certain nombre de faits troublants, sans pour cela en tirer de conclusions : il y a quelques jours, on apprenait la mort de Charles Signon, ancien député RPR. Les circonstances de cette mort ne sont pas encore élucidées (une enquête est ouverte) puisque l'ex-député roulait en voiture de nuit, quand brusquement ses feux se sont éteints ; arrêtée sur le bord de la route, sa voiture a été broyée par un camion qui évidemment ne pouvait pas la voir. Or Charles Signon était l'ancien directeur de cabinet de De Broglie, avant d'être l'administrateur de plusieurs sociétés « bizarres » du prince. Son nom avait d'ailleurs été cité en 1976. Simple coïncidence sans doute. Mais *Le Matin* rappelle qu'un autre administrateur des sociétés de De Broglie est mystérieusement décédé en mai 1977, de même qu'un troisième, dont la voiture est tombée dans le lac Léman.

Pour le coup, aucun doute n'est possible : il y a bien une « affaire De Broglie », qui n'est en rien éclaircie à ce jour.

La guerre des gauches dans les municipalités d'« union »

Chaque point de désaccord entre PCF et PS dans les « municipalités d'union » provoque la guerre civile entre les deux parties. A Brest, comme à Chateaufort-Malabry (hauts-de-Seine) si le PCF s'oppose aux augmentations des impôts locaux proposés par le PS, c'est avant tout pour discréditer le PS, article sur article dans *l'Humanité*, en organisant même une manifestation dans les rues de Chateaufort. Rispe de PS qui retire les délégations des adjoints PCF dans les mairies de Brest et de Meaux. A Floirac (Gironde), le maire PS démissionnaire ayant regretté d'avoir été privé de « toute collaboration intégrée et efficace » de la part d'une administration à couleur dominante PS, le PCF fait du déballage des magouilles socialistes une condition pour la constitution d'une liste commune.

Pour la cantonale de Fontenay, PCF et PS présenteront deux candidats uniques

Pour les cantonales partielles du Val-de-Marne (94) et de Seine-et-Marne, le PCF vient de proposer des candidatures uniques PCF pour l'un et PS pour l'autre. La fédération PS du Val-de-Marne vient de dire non et présentera donc elle aussi un candidat à Vincennes-Fontenay. Cela par respect pour la défunte union qui « ne se réduisait pas à un accord électoral... mais devait constituer une dynamique et correspondre aux désirs d'un véritable changement ».

Toujours au nom de « l'Union », Fiterman revient à la charge, cela pour « préserver et si possible élargir l'union à Fontenay... dans le département du Val-de-Marne (conseil général PCF)... et celui de Seine-et-Marne » (conseil général PS). Pas un mot sur les différends PCF-PS qui ont entraîné entre 1974 et 1976 la démission de cinq conseillers municipaux du PS ou du MERG ni sur l'abstention des élus PCF lors du vote du budget présenté par le président du conseil général de Seine-et-Marne. Le refus du PS, pour Fiterman, ce n'est pas un obstacle, pour Fontenay, il baptise la candidature PCF de « candidate d'union de tous les travailleurs et de tous les démocrates » et pour Donnemarie (Seine-et-Marne) maintient qu'il n'y aura pas de candidat PCF.

L'union pour les candidatures uniques, c'est un moyen pour le PCF de masquer ses reculs. L'union « dynamique », c'est l'espérance pour le PS de progresser au détriment du PCF dans les conseils généraux.

Didier DELORME

Réactions au nouveau plan énergétique

Le nouveau programme énergétique adopté mercredi en Conseil des ministres suscite des réactions diverses. Celles-ci se rapportent essentiellement d'une part à l'importance nouvelle impartie au charbon, d'autre part, à la prééminence confirmée du nucléaire dans les décennies à venir pour la fourniture des besoins énergétiques du pays.

En ce qui concerne le PCF, il voit dans les nouveaux objectifs gouvernementaux en matière énergétique et tout spécialement l'attention nouvelle apportée au charbon le fruit de trente années de lutte menées par lui et la CGT : « La lutte paie, écrit Herzog, dans *l'Humanité*, la campagne du PCF et celle de la CGT (...) ont mis Giscard d'Estaing en difficulté. Le pouvoir a fait un virage à 180 degrés sur l'utilisation du charbon ».

S'attribuer ainsi tout le mérite de l'évolution enregistrée paraît pour le moins abusif.

Car enfin, si dans les cercles dirigeants l'utilisation du charbon revient au goût du jour, la raison fondamentale n'en est pas mystérieuse, elle tient dans le légitime réajustement des prix pétroliers effectués par les pays producteurs. Relèvement des prix qui fait accéder au seuil de rentabilité le recours au charbon. Et c'est à cette logique là que se soumet aujourd'hui le gouvernement.

D'ailleurs, comme le note *l'Humanité*, il est surtout question de se procurer du charbon à l'étranger bien plus que de relancer une exploitation systématique des capacités du sous-sol français. C'est dire si les questions d'indépendance énergétique, ou plutôt de mise en valeur des richesses nationales, demeurent en suspens et surtout combien le problème de l'emploi pour les mineurs demeure subordonné à leurs propres luttes.

D'autant que les projets qui peuvent exister de gazéification du coke dans le sous-sol s'ils offrent des garanties de maintien en activité des puits concernés ne garantissent nullement un maintien du niveau de l'emploi compte tenu des considérables gains de productivité qu'ils offrent aux Charbonnages de France.

Du côté de la CFDT, le commentaire porte surtout sur le recours massif à l'électricité d'origine nucléaire : « S'il est souhaitable de réduire notre dépendance pétrolière », explique Rolland, les options retenues constituent « un formidable pari sur le bon fonctionnement de dizaines de centrales nucléaires ».

La CFDT estime que la réalisation de ce programme nucléaire « sera telle-

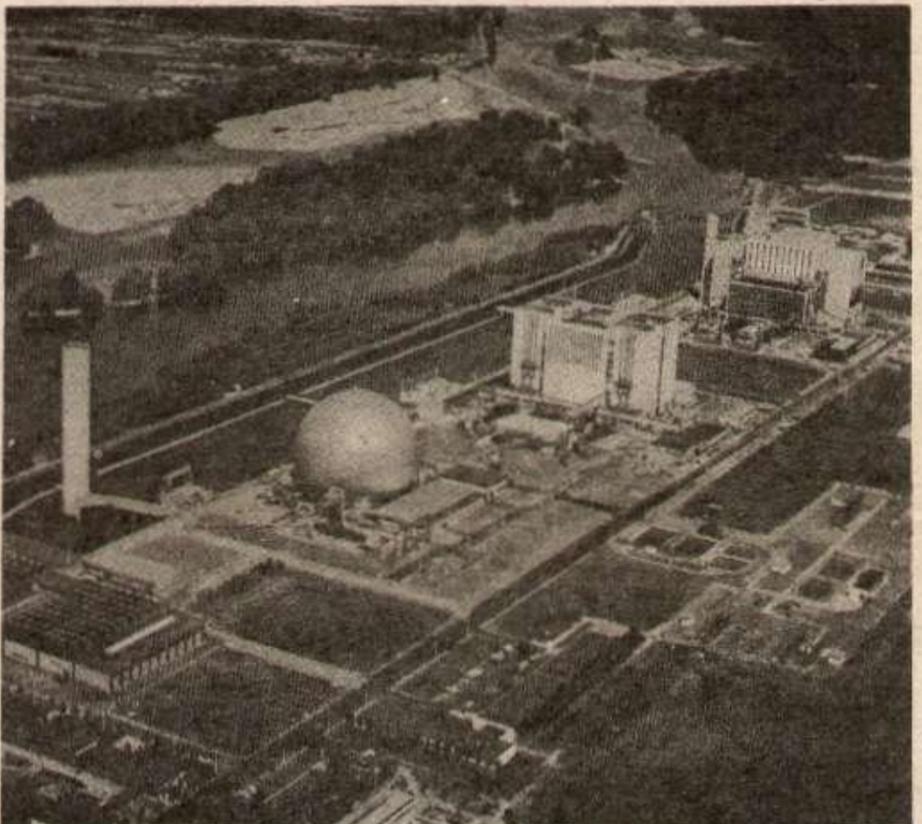
ment coûteuse qu'elle empêchera de poursuivre en même temps un programme sérieux d'économie d'éner-

gie de développement des énergies nouvelles et d'exploitation des ressources nationales ».

Pour ce qui concerne les économies d'énergie et les énergies nouvelles, ces craintes s'avèreront peut-être injustifiées dans la mesure où le développement

des technologies qu'elles requièrent est inscrit au nombre des « créneaux » sur lesquels les monopoles français entendent se placer. (cf 8e plan). Et le profit escompté demeure le meilleur argument d'innovation et d'investissement pour les capitalistes.

Pierre MARCEAU



Les 19 membres d'« Action directe » déférés à la Cour de sûreté de l'Etat

A la suite des arrestations par la police d'une trentaine de personnes suspectées d'être membres ou sympathisants du groupe « action directe », 19 inculpations ont été prononcées par un juge de la cour de sûreté de l'Etat. Les 4 italiens arrêtés le 28 mars à Toulon ont été inculpés « d'association de malfaiteurs et de vols qualifiés ». Franco Pinna (29 ans), Enrico Bianco (28 ans) et Oriana Marchionni (28 ans) appartiendraient à des groupes du type des « Brigades Rouges » (« Prima Linea » ou « Azione Rivoluzionaria »). Luigo Amadori (28 ans), lauréat de sociologie, serait recherché pour trafic de drogue par la police italienne. Les 15 autres suspects ont été inculpés « d'attentats par explosifs, de tentative de meurtre et d'as-

sociation de malfaiteurs ». Olga Griotto (23 ans), sans emploi est une italienne militante de « Prima Linea ». Pascal Trillat (22 ans) étudiant avait été inculpé de « recel de malfaiteur » en décembre 1977 et écroué, pour avoir hébergé Christian Marbulot soupçonné par la police d'avoir participé à l'assassinat de Tramoni, le vigile assassin de Pierre Overney. Il serait proche des NAPAP.

Voici la liste des autres inculpés : Françoise Grosbonnet (21 ans) standardiste intérimaire ; Suzanne Courtin (22 ans) sans emploi ; Martine Moulin (27 ans) sans profession ; Nicole Lelièvre (33 ans) employée de banque ; Luc Gantry (24 ans) employé de banque ; Alex Gantry (34 ans) prépa-

rateur en pharmacie ; Serge Fassi (30 ans) artisan sellier ; et plusieurs personnes d'ascendance espagnole peut-être liées au groupe antifranquiste libertaire (GAR) : Mireille Munoz (22 ans) sans emploi, Carlos Jauregui-Assilaga (26 ans) sans emploi ; Paul Alinso (22 ans) motocycliste de presse ; Thierry Caparros (26 ans), photocompositeur sans emploi ; Raymond Manzamos y Busto (20 ans), artisan plombier ; enfin Motiand Hamani (25 ans) est algérien.

Tous les 19 inculpés ont été écroués et l'Italie a demandé l'extradition de tous les ressortissants italiens sauf Amadori.

O.D.

Nettoyeurs du métro

Manifestation enthousiaste au siège de la RATP jeudi «Lutte totale jusqu'à la victoire!»

12ème jour de mouvement vendredi matin, pour les nettoyeurs du métro parisien ; la veille jeudi, ils ont reconduit une nouvelle fois leur action par un vote unanime à mains levées, n'attendant d'ailleurs pas — car comprenant à demi-mots — la traduction de l'intervention faite en français par un responsable CFDT, posant la question rituelle « Voulez-vous continuer la grève ? »

La détermination des grévistes — tout cela le montrait — jeudi, était donc toujours au beau fixe comme au premier jour. C'est d'ailleurs pour le faire comprendre à la RATP que les grévistes — à plusieurs centaines — sont allés au métro manifester à son siège, quai des Grands Augustins à Pa-

ris, vers 10 h 30 du matin, jeudi ; manifestation très enthousiaste. Cette initiative a en outre parmi de populariser du même coup la lutte — 600 nettoyeurs au bord de la Seine, ça se voit — auprès des passants, donc des usagers.

Si les grévistes sont allés manifester à la RATP, alors

Pour la 11ème fois consécutive, jeudi, ce vote unanime pour la poursuite a été accompagné également d'un enthousiasme indescriptible, les travailleurs Maliens, Tunisiens, Algériens..., tapant des mains, parfois debout, scandant «Lutte totale jusqu'à la victoire», «Français-Immigrés solidarité», se congratulant mutuellement.

qu'ils avaient fait de même il y a quelques jours déjà au siège des patrons des entreprises de nettoyage (au métro Le Peletier) c'est parce qu'ils considèrent à juste titre que la RATP est tout autant que les patrons des boîtes de sous-traitance, responsable de leur situation. Deux rappels évidents

à ce propos : en ce qui concerne les menaces sur l'emploi contre lesquelles se battent les nettoyeurs, rappelons que c'est la RATP qui menace de ne reprendre qu'une partie du personnel actuel, à l'occasion du renouvellement des contrats avec les entreprises de nettoyage, le 1er janvier 1981.

Rappelons en outre, que le salaire des travailleurs — payés en dessous du SMIG du point de vue de leurs salaires de base — n'est — entre autres — pas sans rapport avec le fait que la RATP dans ses offres de marchés passe des contrats avec les entreprises qui offrent évidemment les plus bas prix pour leur service ; et comment les entreprises de nettoyage arrivent-elles à faire des prix très bas ? En réduisant au plus bas les salaires de leurs ouvriers. La boucle est bouclée et il y a

bien collusion entre la RATP et les entreprises sous-traitantes comme on le voit.

Face à la détermination des grévistes, la RATP loin de négocier — pas plus que les patrons — jusqu'ici, tente au contraire de porter de premiers coups au mouvement.

Elle a ainsi commencé à faire faire le nettoyage de quelques stations de métro, par des entreprises extérieures ou des entreprises, disait un gréviste jeudi matin, qui travaillent habituellement dans les couloirs du métro mais pour de tous autres travaux (réparations diverses, etc.). Leur caractère de briseur de grève apparaît donc ainsi moins nettement, sans doute. Les grévistes — on pouvait le voir vers 1 h du Jaurès — ont riposté en accolant des affiches dénonçant le travail des jaunes, affiches adressées aux usagers. Enfin, on a assisté, ces dernières quarante huit heures à des tentatives d'intimidation — des menaces de licenciement — à l'encontre de certains nettoyeurs en lutte de la part d'entreprises de nettoyage : c'est le cas notamment de Drouard Frères.

Face à ces tentatives, il faut consolider le mouvement prendre des initiatives. Les grévistes devaient en discuter cette fin de semaine.

Claire MASSON

Richard FEUILLET

Occupation reconduite à Jaeger-Levallois

Les travailleurs de Jaeger à Levallois (92) ont revoté, jeudi 3 avril, leur huitième jour de grève et leur troisième jour d'occupation. C'est la réponse qu'ils ont faite à la direction qui refuse de discuter et veut briser la grève : ce même jeudi en effet, de nombreux travailleurs de l'usine

En fait, le mécontentement est grand chez les travailleurs de Jaeger, qui réclament : «Pas de salaire inférieur à 3 300 F, 400 F d'augmentation pour tous et une cinquième semaine de congés avec les ponts payés». Ils ne se sont pas laissés désarmer par la promesse de la direction de donner 2,8 % au 1er avril, alors qu'elle a suivi jusque là une politique de régression salariale.

Le mécontentement est grand aussi dans les autres établissements, concernés eux aussi par la même poli-

tique salariale, et des débrayages ont lieu tous les jours sur les mêmes revendications, même dans les plus petits établissements, comme à Nancy ou à Ste Menahould où les travailleurs se sentent souvent moins motivés. Il faut dire que «ça fait six ans qu'il n'y a pas eu d'action de grande ampleur à Jaeger», indique un délégué CGT de Levallois. Et le mouvement est parti, cette fois, de catégories de travailleurs qui ne sont pas d'habitude les premiers dans l'action : les professionnels, les techni-

ont accompagné leurs délégués au tribunal des référés. La direction les y avait fait assigner pour faire lever l'occupation démarrée le 31 mars par un vote à bulletin secret. Le juge des référés a différé son jugement, et au retour de l'audience, l'occupation était revotée pour 24 h.

ciens et les agents de maîtrise. «D'ailleurs il n'y a pas d'OS à Levallois», nous explique un délégué CFDT de Caen.

Car dans l'usine de Caen — qui a commencé des débrayages le 31 —, c'est le même phénomène qui a été observé par les syndicalistes. Là aussi, les professionnels et techniciens se sont presque immédiatement mobilisés sur les revendications. Chez les OS, en revanche, qui sont en majorité des femmes, l'adhésion a été moins immédiate, et les travailleuses de

Caen ont décidé d'entamer, sur les chaînes, une baisse de la production. Une forme de lutte qui n'est pas nouvelle à Jaeger Caen puisqu'elle avait déjà participé à la mobilisation lors de l'importante grève de 1972. Ainsi, dans l'établissement de Caen, l'action devrait se poursuivre dans les jours à venir sous deux formes : débrayages chez les ETAM et baisse de cadence chez les OS.

Quant à la liaison entre les divers établissements du groupe, elle a montré déjà son importance et son bon

fonctionnement : c'est une coordination syndicale, vendredi 28, qui a élargi l'action, hors de Levallois. Ce qui explique les différences de niveau qui existent encore dans l'action. «Nous n'étions pas tout à fait prêts», nous explique le secrétaire CFDT de Caen, «mais comme Levallois avait commencé... Car pour ces questions de salaires et de congés, c'est bien la direction générale qui décide».

Les informations circulent très vite ces jours-ci entre tous les Jaeger... et par l'action, peu à peu, le rapport de force se développe et se renforce.

Un quotidien communiste a sa place en France aujourd'hui

Cet article s'inscrit dans le cadre d'une demi-page attribuée à l'expression indépendante de chacun des deux partis publiant le Quotidien du Peuple et pouvant être utilisée chaque semaine. Aujourd'hui le PCFml.

Beaucoup d'événements se sont produits depuis la naissance du Quotidien du Peuple le 29 septembre 1975. La situation politique s'est considérablement modifiée. Un quotidien communiste a-t-il sa place dans la situation d'aujourd'hui, au service des tâches qui sont celles des marxistes-léninistes ?

L'une des spécificités du QdP parmi les plus marquantes, c'est la rubrique «lutttes ouvrières», c'est le travail qui a été réalisé pendant plus de quatre années, de Fougères à l'Alstom. Bien sûr, c'est important de soutenir les luttes, de les populariser, de tout mettre en œuvre pour aider à leur victoire. C'est la moindre des choses pour un journal de classe. Mais — et c'est là qu'a résidé fondamentalement la spécificité du QdP — il y a toujours eu le souci d'essayer de comprendre, d'analyser, de rendre compte «de l'intérieur» des luttes, du débat d'idées, de la progression de la conscience de classe, bref nous avons toujours essayé d'adopter une démarche proprement politique dans le traitement des luttes. C'est cela qui est la marque d'un journal communiste ; c'est, quand au fond, sa raison d'être : être présent au cœur des luttes, au jour le jour, telle est la préoccupation qui a toujours été la nôtre, depuis le début.

Il se trouve cependant que la période n'est pas marquée par un développement des luttes revendicatives. Pourtant la bourgeoisie frappe dur. Une féroce répression accompagne le blocage des salaires et la dégradation du chômage. Mais pour l'instant, les vagues de luttes. N'importe qui se rend compte de cette situation. Pourtant, un quotidien communiste a un rôle important à jouer, y compris dans cette situation.

Rien n'établit a priori que des luttes ne vont pas se déclincher à court ou moyen terme. Il est extrêmement intéressant et important justement pour nous de comprendre, d'analyser les raisons de la situation que nous connaissons aujourd'hui sur le front des luttes. Quels problèmes se posent aux militants dans les boîtes, quelles contradictions se développent dans les syndicats, sur quoi portent-elles, quelles forces mettent-elles en jeu... Tout ceci bien sûr, en liaison étroite avec l'actualité, avec l'activité journalière, les prises de position quotidiennes.

Ce qui est déterminant pour nous autres communistes, c'est la dimension politique des événements, le cheminement des idées, l'exacerbation des contradictions, la progression de la conscience de classe... C'est toujours cette manière de voir que nous avons cherché à faire nôtre pendant cette période de plus de quatre années de parution du QdP. Comprendre une situation sous tous ses aspects, apporter aux lecteurs les éléments de construction d'un point de vue correct sur la réalité, s'intéresser à tout ce qui est nouveau, c'est dans ce sens que nous avons toujours cherché à orienter notre démarche. Ceci est valable pour l'ensemble des rubriques du journal. C'est vrai pour l'international, pour la politique, les informations générales, les luttes ou tout autre sujet traité dans les colonnes du QdP. De ce point de vue, un quotidien communiste peut absolument être partie prenante des grands débats politiques actuels. Prenons des exemples : les grandes institutions de gauche sont secouées par un flot de contradictions. Le calme relatif sur le front des luttes est contre-balancé par un intense débat dans les partis de gauche et dans les syndicats.

Des questions fondamentales sont en discussion. Des initiatives comme par exemple la pétition pour l'union dans les luttes avec ses dizaines de milliers de signataires, témoignent de ces phénomènes. Ces débats sont porteurs d'avenir. Le QdP doit y prendre part, en rendre compte, y participer... tous les jours.

Dans le monde, de grands bouleversements sont en cours. Les événements se déroulent à une vitesse considérable. Chaque jour la situation internationale se modifie. Un quotidien communiste a un rôle à jouer, une place à tenir, une contribution politique à apporter pour donner à ses lecteurs les moyens de comprendre les contradictions au niveau mondial et leur évolution quotidienne.

Les luttes populaires contre les centrales nucléaires de la bourgeoisie, la colère bretonne contre les marées noires à répétition, la lutte des instituteurs, la dénonciation des attaques quotidiennes de la bourgeoisie contre la santé et les conditions de vie des travailleurs... Est-il besoin de souligner la place originale prise par le QdP dans tous ces domaines de la vie et des luttes des masses populaires ? Point n'est besoin non plus de longues explications pour comprendre que seul un quotidien peut conserver cette place.

On pourrait continuer l'énumération des raisons qui justifient pleinement dans la période actuelle l'existence d'un quotidien communiste. La période, ce ne sont pas les quelques semaines, ni les quelques mois qui viennent de s'écouler, ni ceux qui s'ouvrent devant nous. Généralement, on entend par période, une tranche de temps significativement plus longue.

Le QdP s'est fait une place. Oui bien sûr, elle a ses limites. Mais nul ne peut le nier :

le QdP existe, il est connu, il a une histoire, il joue un certain rôle, il tient une certaine place.

Sans doute est-il besoin de prendre quelques longueurs de recul pour tirer un bilan approfondi, et surtout, pour «repenser la formule» mieux l'adapter à la situation actuelle, en faire une arme plus efficace dans les tâches qui sont les nôtres aujourd'hui... Un effort de réflexion important doit être consenti avec principalement en vue la QUALITE POLITIQUE. C'est cela qui est déterminant, c'est ce qui conditionne l'impact, l'intérêt, la nécessité d'un quotidien. La raison d'être d'un authentique quotidien communiste, c'est sa capacité à analyser, comprendre, étudier prendre parti, en un mot à faire de la politique. Il ne s'agit pas de se situer en spectateurs examinant docilement les choses et les phénomènes. Un quotidien communiste doit participer à la transformation de la réalité ; mais pour transformer la réalité, il faut la comprendre.

Ainsi, pour conclure, il y a place aujourd'hui en France pour un authentique quotidien communiste pour autant qu'il soit d'une haute qualité politique. Le QdP possède des acquis d'une grande valeur. Plus de quatre années de parution ont permis l'accumulation d'une solide expérience dans de nombreux domaines. En s'appuyant sur ces acquis et en prenant le temps nécessaire à la réflexion, il est possible de forger cette arme précieuse pour le combat des marxistes-léninistes que peut être le Quotidien du Peuple.

Gérard PRIVAT

Tchad : les lourdes responsabilités de l'impérialisme français dans le conflit actuel

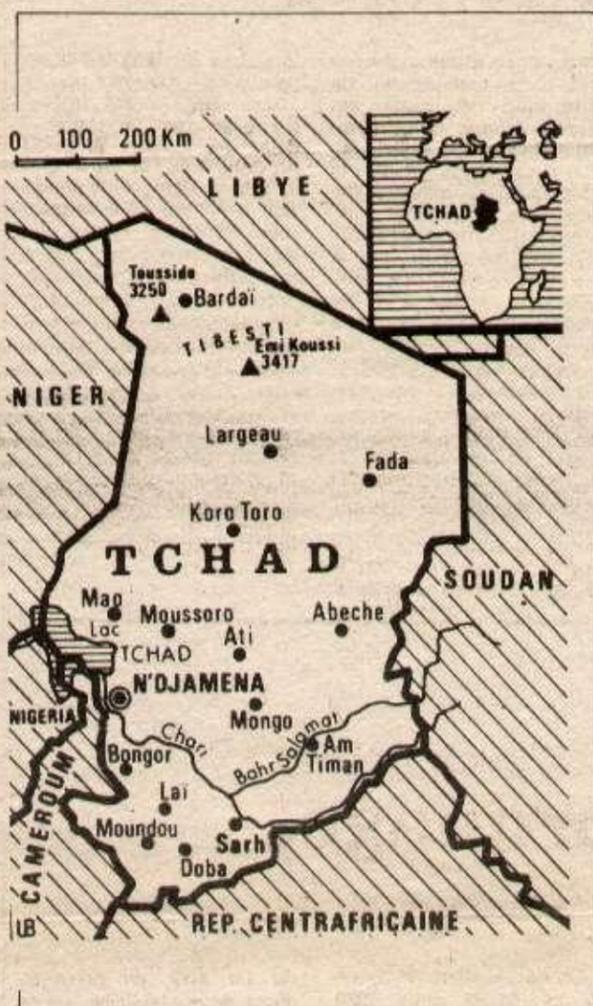
Tandis que les combats qui se poursuivent dans N'Djamena tournent ces derniers jours légèrement à l'avantage des Forces Armées du Nord de Hissène Habré, le président Goukouni, leader des Forces Armées Populaires aurait selon radio-Tripoli lancé un «appel au secours» au colonel Kadhafi. La France devrait faire connaître sa réaction lors de la conférence franco-africaine des ministres des Affaires étrangères qui s'est ouverte jeudi à Paris pour préparer le prochain sommet franco-africain.

D'ores et déjà, il semble difficile de croire à l'image officielle qu'on veut nous donner de la présence militaire française au Tchad. Les 1200 légionnaires et parachutistes se seraient transformés en infirmiers, quant aux jaguars qui il y a 22 mois seulement bombardaient Ati, au centre du pays, sont-ils reconvertis en avions sanitaires ? Si cette neutralité s'avérait exacte, on peut se demander si l'impérialisme français n'est pas en train de laisser à d'autres le «sale boulot». Celui-ci n'a-t-il pas déjà facilité les entreprises d'Hissène Habré en l'imposant comme premier ministre de Malloum en 1978 ? Un allié assez turbulent, certes, car celui-ci à peine installé au pouvoir, un an plus tard, en février 1979 reprenait les armes contre le président Malloum, obligeant l'impérialisme français à reconsidérer ses combinaisons. Quelle que soit la tactique choisie cette fois par l'impérialisme français, sa présence est injustifiable.

12 ANS D'INTERVENTIONS FRANÇAISES

Le général de Tonquedec, commandant des troupes françaises au Tchad tentait, au mois de février dernier de justifier leur présence par le

rôle «dissuasif» qu'elles pouvaient avoir pour empêcher les affrontements entre fractions rivales. Cet argument déjà fatal dans sa nature (on voit mal l'impérialisme français jouer le rôle de gardien de l'ordre, en toute neutralité...) ne résiste pas à l'épreuve des faits : les combats de ces derniers jours l'ont prouvé. La France porte une lourde responsabilité dans les affrontements sanglants qui se déroulent depuis deux semaines dans la capitale, après avoir divisé pour régner pendant la colonisation, jouant sur les rivalités ethniques et religieuses (ces dernières opposant les musulmans du Nord aux catholiques du Sud), l'impérialisme français est intervenu militairement de façon ouverte à plusieurs reprises, à l'aide d'un corps expéditionnaire formé de plusieurs milliers d'hommes. En 1972, le général Cortadellas devait reconnaître qu'il «faudrait 50 000 hommes pour pacifier le Tchad». Ce que l'impérialisme français ne parviendra jamais à faire. Au début des années 1970, il dispose au Tchad de sa deuxième base militaire en Afrique, après celle de Djibouti, les services de sécurité et l'administration centrale du Tchad sont massivement infiltrés par des



conseillers et des agents français comme Gourvenec, chef des renseignements généraux et tortionnaire. En 1974, lors de l'affaire Claustre, la France négocie par dessus la tête du gouvernement tchadien avec Hissène Habré pour lui livrer des armes. Les relations entre Paris et N'Djamena se

détériorent. En 1976, de nouveaux accords militaires sont signés, l'armée tchadienne est massivement pourvue en conseillers français et matériel de guerre divers. En 1977 l'«aide» au Tchad va atteindre 50 % du budget de la «coopération» militaire globale. L'aide militaire française est d'autant

plus assurée au Tchad qu'en 1976 l'URSS fournit 25 tonnes d'armes et de munition au gouvernement de Malloum. Des contingents de soldats tchadiens vont se «perfectionner» en URSS. Mais l'intervention française reste la plus massive : des pilotes français combattent dans l'armée tchadienne. Les choses vont se précipiter pour le gouvernement Malloum incapable de faire face aux troupes du Frolinat. Le 17 février 1978, celui-ci décide une bonne partie de l'armée de Malloum et le contraint ainsi à signer un accord de cessez-le-feu, sous l'hospice des pays voisins, qui prévoit le retrait des troupes françaises. Réaction française à cet accord : le contingent militaire français au Tchad est porté à 2 000 hommes !

«PROTEGER LES RESSORTISSANTS FRANÇAIS»

Comme plus tard pour le Zaïre, et plus récemment, pour le Centrafrique, la «protection des coopérateurs français» va servir de prétexte à l'envoi des paras français. Le 18 mai 1978 : 600 soldats français couverts par l'aviation interviennent à Ati. L'opération de Djedaa, en juin, fait des centaines de victimes parmi la population.

En août 1978, fort de sa présence militaire sur le terrain, l'impérialisme français impose alors une réconciliation au président Malloum et à l'ancien dirigeant du Frolinat Hissène Habré. Au mois de février 1979 Hissène Habré engage les hostilités

avec Malloum : la capitale est la proie des combats entre les deux fractions. L'impérialisme français préconise alors une solution fédérale qui reviendrait à la partition du pays. La France conserverait ainsi sa zone d'influence au Sud. La Libye ne serait pas hostile à cette «solution», son but étant de satisfaire ces visées expansionnistes sur certaines régions du Nord riches en pétrole et en uranium : un «Nord-Tchad musulman» serait ainsi soumis à l'influence du régime de Kadhafi, d'autant qu'il dispose déjà de points d'appui au sein de certaines forces comme le mouvement dirigé par Acyl Ahmat bien implanté dans la région du Nord, contrôlée par Tripoli. La conférence de Kano (Nigéria) en avril 1978, puis la conférence de Lagos en août 1979 défendent le principe de l'unité du pays et verront les 11 tendances politiques tchadiennes se mettre d'accord pour la formation d'un «gouvernement d'union nationale». C'est un échec pour l'impérialisme français. Reste, que l'accord de Lagos prévoyait le retrait des troupes françaises, qui n'ont amorcé qu'un début de retrait, tentant de justifier leur présence par les difficultés intérieures. De même la neutralisation militaire de N'Djamena sous le contrôle d'une force de paix interafricaine n'a ainsi pas pu se faire. Une des conditions pour que la paix soit rétablie au Tchad réside dans le retrait des troupes françaises.

Frank ROUSSEL

Point de vue de la Résistance palestinienne

Entretien avec le président de l'Union générale des étudiants palestiniens en France

Suite de la page 8

D'autre part, il est également évident qu'en France, les milieux sionistes mènent une très forte campagne de propagande pour que cette visite n'ait pas lieu. Cette propagande se situe à des niveaux très différents et très vastes de l'opinion publique, jusqu'au niveau des états-majors politiques. Que ce soit au niveau du PS ou des différents partis de la majorité, il y a une mobilisation de tous les amis du sionisme, pour essayer d'empêcher que la visite de Yasser Arafat ait lieu. Ceci doit être contré par tous les amis du peuple palestinien et de la Révolution Palestinienne, grâce à une dénonciation de cette propagande et de ces manœuvres, et grâce à une explication auprès du peuple français de ce que sont la lutte et les objectifs du peuple palestinien, de ce qu'est, de ce que

veut l'OLP. L'existence d'un mouvement puissant d'amitié avec notre peuple, aura un effet tout à fait essentiel pour la reconnaissance, par la France, de l'OLP comme représentant unique, et pour permettre ainsi la visite officielle de Yasser Arafat en France.

Quels peuvent être les résultats tangibles des prises de position récentes de Giscard d'Estaing et des européens ?

Le premier effet est un isolement de plus en plus important de l'Etat sioniste, une condamnation de plus en plus large par l'opinion internationale de sa politique d'annexion, de colonisation des territoires arabes, et une compréhension plus grande par cette opinion, de la véritable nature de l'Etat d'Israël, et du sionisme. Ce sont des résultats tout d'abord politiques, qui sont les plus importants dans l'étape actuelle.

LA CREATION D'UN ETAT PALESTINIEN EST-ELLE ENVISAGEABLE A COURT TERME ?

En quoi cela est-il de nature à faire avancer la cause palestinienne, sur le terrain ?

Cela a des effets extrêmement importants dans la société israélienne, dans la mesure où Israël, qui a tout le temps, été protégé par les puissances impérialistes occidentales, voit aujourd'hui sa politique condamnée par une partie d'entre elles, qui étaient ses alliés. C'est une défaite morale pour l'ensemble des mouvements sionistes. Et la démoralisation qui existe dans les états-majors sionistes mais aussi chez tous les militants sionistes, peut avoir des effets bénéfiques dans le sens d'une prise de conscience possible, au sein de la société israélienne, de la véritable nature du sionisme comme idéologie et comme pratique

racistes d'annexion et de colonisation. Cela peut encourager, au sein de cette société, un mouvement d'opposition au gouvernement Begin, et même, nous l'espérons, une opposition qui se rapproche des thèses anti-sionistes. C'est un élément politique de taille dans la lutte que nous menons contre l'Etat sioniste, étant donné que la guerre n'est pas seulement une question d'armes, mais, également une question de moral, et que la démoralisation de l'ennemi est partie intégrante du déroulement de la guerre dans son ensemble.

Cela signifie-t-il que la création d'un Etat palestinien vs se produire à court terme ?

Nous en doutons, pour le moment, parce que l'Etat sioniste dispose d'un armement extrêmement important, d'un potentiel de résistance aux pressions internationales, également consi-

dérable, et que tant qu'il recevra l'aide qu'il reçoit de la part de l'impérialisme américain, il risque bien de ne se retirer d'aucun territoire palestinien, ni d'aucun autre territoire arabe, occupé depuis 1967.

Nous souhaitons quant à nous que toutes les possibilités arabes soient utilisées pour obliger tous ceux qui soutiennent l'Etat d'Israël, surtout l'impérialisme américain, à reculer et à arrêter le soutien qu'il apportent à cet Etat. Et nous considérons que nous avons le droit d'utiliser toutes les armes pour parvenir à cet objectif, y compris l'arme du pétrole.

Mais, nous ne pouvons pas prédire actuellement, quand, comment et où se passera le retrait sioniste. De toutes façons, la lutte sous toutes ses formes, que le peuple palestinien mène sur sa terre occupée et dans les pays de l'exil, est l'élément fondamental pour que la victoire puisse être acquise.

Cartes d'identité informatisées : le gouvernement maintient son projet

La commission «informatique et libertés» devait se prononcer sur le projet gouvernemental d'une carte nationale d'identité informatisée. Elle vient de repousser la date de publication de son avis, après avoir reçu, mardi matin, un «texte technique» du ministère de la Justice qui la contraignait de fait à une telle attitude. Que s'est-il donc passé ?

Début mars, le représentant du ministère de l'Intérieur, Claude Goudet, chargé de cette affaire, indiquait aux membres de la commission, dont l'avis n'est d'ailleurs que facultatif, un certain nombre de reculs du gouvernement. Ainsi, le titre unique de séjour et de travail pour les résidents étrangers était abandonné. Par ailleurs, pour ce qui est de la carte d'identité française, le gouvernement laissait tomber le projet de reproduction de la photo et de la signature

du titulaire de la carte, au moyen d'un rayon laser, et encore la zone de lecture optique avec l'identifiant permanent. Ce n'était quand même pas rien.

Or, au moment du dépôt du projet gouvernemental, le 11 mars, tout ou presque est resté en l'état. Seul le numéro de fabrication à 10 chiffres, qui devait initialement être le même d'une carte sur l'autre, changerait à chaque renouvellement. Il y a de quoi s'étonner !

Le gouvernement main-

tient donc l'essentiel de son projet, ses techniques sophistiquées, et toutes ses caractéristiques dangereuses pour les libertés individuelles. Cette carte comporte en effet bien d'autres éléments que ceux qui permettraient strictement d'identifier une personne. On a peu de garanties sur le stockage des signatures et des photos, qui pourraient être reproduites à l'infini. On sait aussi que l'«identifiant à vie» faciliterait l'interconnexion des fichiers, que les normes appliquées seront les normes retenues au niveau européen... Et de par son caractère «infalsifiable», on peut aussi penser que la carte d'identité, aujourd'hui non obligatoire, le deviendrait a-

lors dans les faits (pour les banques par exemple...).

De fait, avant même d'être adopté, ce projet a déjà des crédits énormes de débloqués, et entre 300 et 500 millions sont prévus pour les 3 ans de la mise en place de ces cartes. Le gouvernement y tient donc particulièrement, et se débrouillera sans doute pour faire approuver le projet au niveau de l'Assemblée. La commission «informatique et libertés», qui a exprimé un certain nombre de réserves, serait ainsi complètement désaisie de l'affaire. C'est pourtant d'un enjeu important qu'il s'agit, celui de la sauvegarde de libertés élémentaires !

M. C.

S'il y avait une nouvelle marée noire ? 2 essais de remorquage, 2 échec !

Quand ils sont venus à Paris, mercredi, pour demander à Giscard ce qu'il était en mesure de faire pour prévenir une nouvelle marée noire, les 500 Bretons qui avaient fait le voyage n'ont pas été reçus. Quoi d'étonnant, quand on voit à quelle indigence les autorités se sont réduites, sur cette question de la prévention.

Après la catastrophe de l'Amoco Cadiz, il y a deux ans, on s'était dit qu'il fallait peut-être faire des essais de remorquage. Problème à résoudre : est-il tout bêtement possible de remorquer un pétrolier de 200 à 300 000 tonnes qui serait en panne au large des côtes Breton-

nes. Comme on le voit, ça n'a rien d'une hypothèse d'école.

Mais par deux fois, l'expérience a lamentablement échoué. La première se déroulait le 20 novembre 1978. L'Abeille-Normandie avait alors tenté de remorquer le pétrolier Esso-Provence, simulant une panne de machine avec 259 000 tonnes de brut à bord. Au bout d'une heure d'effort, il fallait se rendre à l'évidence. Le pétrolier n'avait pas dévié d'un pouce de sa direction. Et pourtant, ce jour-là, le vent était quasiment nul, et les vagues n'atteignaient que 2,5 mètres de haut !

On décide donc de remettre ça, le 31 mars 1980. Exercice «Grand Aztèque», tel est le nom de cette opération. Conditions météorologiques un peu moins bonnes que pour la première : un vent de 45 km/h, des vagues de 5 à 6 mètres de creux. Le pétrolier, toujours le même, avait cette fois ses cuves remplies d'eau de mer. Heureusement, car les choses auraient pu mal tourner. L'Abeille-Flandres tente donc de le remorquer. L'opération flanche, car on s'aperçoit vite qu'il n'y a plus de treuil sur le remorqueur, un «joint de pompe» ayant lâché. Cela se passait au sud de l'Île-de-Sein, la veille

du 1er avril, en présence d'une équipe spéciale de la marine marchande.

De deux choses l'une : soit les pétroliers sont trop gros, soit les remorqueurs ne sont pas assez puissants. Encore que les deux hypothèses sont peut-être également vraies. Toujours est-il qu'après 6 marées noires, Torrey-Canyon, Olympic Bravery, Bohlen, Amoco Cadiz, Gino, Tanio, on n'est pas sorti de l'auberge. Et chaque jour, depuis près d'un mois, sept tonnes de pétrole s'échappent de l'épave du Tanio, échouée au large de l'Île-de-Batz.

Monique CHERAN

Vient de paraître

«Big Brother vous regarde» ou «Le laboratoire irlandais»

Roger Faligot, spécialiste de l'Irlande vient de faire éditer son troisième ouvrage.

Après «La résistance irlandaise» (1977) et «James Connolly et le mouvement révolutionnaire irlandais» (1978) voici «Guerre spéciale en Europe» une étude sur la guerre psychologique et contre-insurrectionnelle que les services secrets britanniques poursuivent dans l'île d'Émeraude.

Cette guerre a des théoriciens, comme le brigadier Kitson, qui, en s'appuyant

sur les expériences des guerres coloniales, ont élaboré un système informatique pour contrôler les populations par «le renseignement de faible intensité».

Selon Faligot, si l'Irlande a servi depuis 1969 de laboratoire pour une répression nouveau type, elle est surtout un terrain d'expérimentation pour les bourgeoises européennes. Il analyse la collaboration des polices d'Europe et leurs liens avec la CIA et le Mossad israélien.

Toutes les méthodes de cette guerre y sont décrites : la torture, l'assassinat par des unités spéciales, les pseudo-gangs, la technique photographique. On y apprend comment fonctionnent des groupes comme l'«Institute for the Study of Conflict» qui dégage une stratégie contre les conflits sociaux et la guérilla urbaine.

La manipulation des journaux, de la télé, de certains étudiants, de militants naïfs, des services sociaux, et de groupes comme «le mouve-

ment des femmes pour la paix» y est scrupuleusement étudié.

L'objectif des «forces de sécurité» c'est la lutte contre «l'ennemi intérieur» : l'ensemble de l'opposition, connue ou éventuelle.

Cette «guerre spéciale» sonne le glas d'un certain libéralisme.

Paddy Mc Laughlin

«Guerre spéciale en Europe» par Roger Faligot, chez Flammarion, 338 p.

Nucléaire

Fuite à Eurodif

Une fuite d'hexafluorure d'uranium a eu lieu dans un des bâtiments de l'usine d'enrichissement de l'uranium EURODIF de Pierrelatte (Drôme). La fuite a été provoquée par un défaut d'étanchéité dans l'une des vannes. Le personnel a été évacué pendant quelques heures, puis a dû reprendre le travail.

Arrêt à la centrale de Chooz

La centrale nucléaire de Chooz près de Charleville-Mézières, dans les Ardennes, va être arrêtée jusqu'à la fin du mois de mai du fait d'une panne de l'alternateur. L'avarie se situerait dans la partie non nucléaire de la centrale. Elle risque de nécessiter plusieurs semaines de réparation.

Nogent : les travaux de la centrale vont commencer

Le décret déclarant d'utilité publique que la centrale nucléaire prévue à Nogent-sur-Seine vient d'être publié au journal officiel. Cela signifie que les travaux peuvent commencer. Cette centrale doit être construite sur 212 hectares, mais à 100 kilomètres de Paris, la plus grande agglomération de France. L'enquête d'utilité publique a été réalisée dans un rayon de 5 kilomètres seulement, alors qu'à 100 kilomètres se trouve un cinquième de la population française.

Le problème le plus grave que risque de poser la centrale c'est l'alimentation en eau de la région parisienne. En cas d'accident, et de forte pollution de la Seine, on se demande bien dans quelles réserves il faudrait puiser pour alimenter Paris en eau. Par ailleurs, le rejet dans la Seine de l'eau du circuit de réfrigération n'est pas sans poser de problèmes.

Grèves et manifestations contre le décret Imbert à Grenoble, Strasbourg, Nancy...

Les étudiants de Grenoble poursuivent leur mouvement pour obtenir la suppression de l'examen sélectif de français concernant 218 d'entre eux. A Nancy, l'examen de français destiné aux étudiants étrangers n'a pas pu se tenir. Les étudiants en manifestation sont venus l'empêcher.

A Strasbourg, l'examen a été boycotté pour la deuxième fois consécutive par le collectif pour la défense des étudiants étrangers.

A Paris, le service d'accueil des étudiants étrangers du centre national des œuvres universitaires a été occupé par une centaine d'étudiants. La grève se poursuit à Rennes. Une manifestation a eu lieu jeudi à Grenoble.

Tarifs des dentistes : 6% de hausse

Le plus important des syndicats dentaires, la Confédération Nationale de Syndicats Dentaires (CNSD) vient de décider un relèvement unilatéral de 6% de leurs tarifs. Cette mesure vient s'ajouter au relèvement des honoraires médicaux décidés par deux syndicats de médecins. Une mauvaise nouvelle pour les patients, qui eux sont toujours remboursés sur la base de l'ancien tarif.

Le Quotidien du Peuple

Directeurs politiques : Jacques Jurquet, Charles Villac
Rédacteurs en chef : Pierre Burnand, Gérard Privat

Le Quotidien du Peuple
Adresse postale BP 225 - 75927 Paris cedex 19
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par ILN-Paris, Distribué les NMPP
Commission paritaire : 56 942
Libeller les chèques à «Aujourd'hui Presse»
Société Générale 200 208 66

Après le voyage de Giscard d'Estaing dans les pays arabes

Point de vue de la Résistance palestinienne

- Pourquoi la prise de position française ?
- La création d'un Etat palestinien est-elle proche ?
- La tâche qui incombe aux amis du peuple palestinien

Suite de notre entretien avec le président de l'Union générale des étudiants palestiniens, en France

Réalisé par Jean-Paul GAY

Président de la section de France de l'Union générale des étudiants Palestiniens — la GUPS — importante organisation de masse de la Résistance palestinienne, Rafic évoquait, dans notre dernière édition, en quoi les déclarations récentes de Giscard d'Estaing, au cours de son voyage dans le Golf, sont un pas en avant, mais en quoi, aussi, elles restent encore éloignées sur plusieurs points fondamentaux des aspirations du peuple palestinien.

► En 1979, la France apparaissait à la traîne d'autres pays européens, pour ce qui concerne la question palestinienne. Yasser Arafat était reçu par le chancelier autrichien, par Brandt, il était accueilli à l'égal d'un chef d'Etat, au Portugal, en Espagne. La position que vient de prendre Giscard d'Estaing, comment l'expliquer dans la situation actuelle ?

Il faut noter d'abord que Yasser Arafat n'a encore été reçu dans aucun pays de l'Europe des Neuf, il a visité l'Espagne, le Portugal, l'Autriche, qui ne sont pas actuellement des pays membres de la CEE.

Nous croyons qu'il est clair pour l'opinion internationale, y compris le gouvernement français, que les négociations de Camp David sont dans l'impasse, que ces négociations ont abouti effectivement à une paix séparée égypto-israélienne, mais que le problème fondamental du conflit du Proche-Orient, sa raison première, le problème palestinien, n'a trouvé aucune solution avec Camp David. C'est pourquoi le gouvernement français a voulu prendre ses distances par rapport à ces négociations.

Une telle prise de position française est tout d'abord le résultat de la résistance du peuple palestinien et de son refus unanime des accords de Camp David. Le résultat aussi du fait que le peuple palestinien, dans son ensemble, reconnaisse l'OLP comme son représentant unique et légitime, et donc, que tout pas en avant vers une paix véritable au Proche-Orient ne puisse se faire qu'avec la participation de l'OLP, reconnue comme tel. C'est ce qui explique l'échec de Camp David.

D'autre part, l'unanimité arabe qui s'est faite autour de l'OLP, l'unanimité de toutes les forces patriotiques arabes dans le refus de Camp David, a conduit l'Europe, et la France, en particulier, à prendre une position de reconnaissance du droit du peuple palestinien à l'autodétermination ; la récente position de la France a été appuyé notamment par la Grande-Bretagne et la RFA. Le fait que l'impérialisme US soit empêtré dans les négociations égypto-israéliennes sur «l'auto-administration», né-

Aujourd'hui, c'est notamment le contexte dans lequel a eu lieu la prise de position française, la responsabilité qui incombe aux amis du peuple palestinien en France, pour imposer que Yasser Arafat y soit accueilli officiellement, à bref délai, et les perspectives d'avenir concernant la création d'un Etat palestinien, dont nous entretenons le président de la GUPS en France.



L'impasse de Camp David...

gociations qui n'aboutissent pas du fait du refus du peuple palestinien de les cautionner, le fait que la politique des Etats-Unis — qui ont eu un rôle actif dans l'établissement des accords de Camp David — soit déconsidérée aux yeux de l'opinion arabe, tous ces éléments ont également encouragé la France et l'Europe, à prendre des positions plus avancées que les accords de Camp David, et même en contradiction avec ces accords. Pour toutes ces raisons, la France a franchi un pas en avant vers la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien. Bien sûr, les considérations d'ordre économique et stratégique ne sont pas absentes d'une telle prise de position. Ainsi, il y a les impératifs de l'approvisionnement de l'Europe en pétrole, et de sa continuité. Il y a aussi le fait que les pays arabes, producteurs de pétrole, sont un marché potentiel énorme, et un rapprochement politique entre la France et ces pays peut ouvrir un certain nombre de marchés, de débouchés, à son industrie.

Nous considérons qu'il y a un destin commun aux différents peuples qui vivent sur le bassin de la Méditerranée et qu'il est normal et souhaitable qu'il y ait une meilleure compréhension, et une coopération importante entre ces peuples.

L'IMPASSE DE LA POLITIQUE AMERICAINE

► Selon certains commentateurs, la position française, et plus largement, la position européenne, seraient rendues possibles par une évolution de la position américaine. «Rendues possibles»: ce qui ne veut pas dire que Giscard et les européens ne se feraient que les porte-paroles des américains. Selon les mêmes commentateurs, l'initiative d'Andrew Young — qui fut «démissionné» par l'administration américaine, en août dernier, suite aux contacts pris avec le représentant de l'OLP à l'ONU — n'était pas indépendante de certains souhaits de l'administration US elle-même, et ces souhaits subsisteraient. Qu'en est-il ?

Ce qu'on peut dire c'est qu'il n'y a pas de changement fondamental de la position américaine vis-à-vis du problème du Proche-Orient, et que le soutien des Etats-Unis à l'Etat d'Israël, aussi bien sur le plan militaire que sur les plans politique et économique, est extrêmement important, il est absolument fondamental et vital pour l'Etat sioniste. Sans ce soutien, l'Etat d'Israël aurait depuis longtemps cédé, et il n'aurait pu continuer sa politique d'agression.

Ceci dit, ce qui est vrai c'est que la politique américaine est dans une impasse. L'impasse dans laquelle se trouvent aujourd'hui les négociations de Camp David est une impasse pour l'administration américaine, qui a été à l'initiative de ces négociations. Mais, il est très difficile pour Carter et l'administration américaine de faire machine arrière par rapport à cette politique qui, pourtant, leur pose bien des problèmes dans leurs relations avec les pays arabes. Un changement de politique de leur part au Proche-Orient, serait une reconnaissance de leur échec, et serait donc préjudiciable à Carter, pour les élections présidentielles.

La politique américaine suscite des difficultés dans les relations entre les Etats-Unis et des Etats arabes, notamment, pétroliers, tels l'Arabie Saoudite, traditionnellement considérés comme leurs alliés. Les divergences qui se sont manifestées au sujet de Camp David, entre ces Etats — qu'elle n'a pas intérêt à s'allier — et l'administration américaine, représentent une perte pour les Etats-Unis. Ceci fait qu'il est effectivement possible qu'il y ait au sein de l'administration américaine un certain nombre de forces ou d'idées qui s'expriment dans le sens d'un rapprochement avec les Etats arabes autres que l'Etat égyptien, ce qui signifierait une re-

connaissance de l'échec de Camp David. Ceci étant, il ne s'agit pas là actuellement, à notre avis, d'une position dominante au sein du gouvernement américain, bien au contraire. La preuve en est que Andrew Young a été «démissionné». Donc, la position du Lobby sioniste au sein des Etats-Unis et l'attitude de l'impérialisme américain, de soutien à l'Etat d'Israël, sont encore intacts. Toutefois, il est concevable que la politique de colonisation systématique, outrancière, de la part du gouvernement Begin, gêne l'impérialisme américain dans son action politique et diplomatique dans le monde, notamment dans le monde arabe.

► Comment interpréter le récent vote américain au Conseil de sécurité de l'ONU ?

Il exprime cette gêne des Etats-Unis par rapport à la colonisation à outrance des territoires palestiniens occupés depuis 1967, que pratique Begin, et qui incommodent d'ailleurs aussi bien les Etats-Unis que le gouvernement égyptien. Seulement, le gouvernement américain s'est rétracté après le vote au Conseil de sécurité, notamment du fait qu'il refuse de condamner la colonisation sioniste de Jérusalem.

POUR QUE YASSER ARAFAT PUISSE VENIR EN FRANCE

► En ce qui concerne l'accueil du président de l'OLP par la France, y a-t-il aujourd'hui quelque chose de changé ? Le gouvernement français ne continue-t-il pas d'y mettre des conditions, qui constituent une inadmissible pression sur la Résistance Palestinienne ?

De toutes façons, la visite de Yasser Arafat en France devrait avoir lieu, et elle aura probablement lieu, le tout étant de savoir quand et dans quelles conditions. Nous espérons que cette visite se fera dans les plus brefs délais et nous appelons tous nos amis à se mobiliser pour qu'elle puisse avoir lieu, entraînant par là la reconnaissance de l'OLP par la France, comme représentant unique, et légitime du peuple palestinien. Il est évident que les déclarations du président Giscard d'Estaing, dans les pays arabes, représentent un pas en avant pour que cette visite ait lieu, un pas en avant pour assurer la base politique minimale d'une telle visite.

Suite page 6